

Belgium-Liège: Repair and maintenance services of building installations

OJ S 248/2014 24/12/2014

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Ville de Liège, service des bâtiments communaux

Postal address: Rue de Namur 2 – 3e étage

Town: Liège

Postal code: 4000

Country: Belgium

For the attention of: Madame Ingrid Trembicki

E-mail: ingrid.trembicki@liege.be

Telephone: +32 42383040

Internet address(es):Address of the buyer profile: http://marchespublics.wallonie.be/fr/index.html?ID_AVIS=405413**Additional information can be obtained from:**

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address**I.2. Type of the contracting authority**

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.3. Main activity**I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities**

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description**II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority**

Contrat d'entretien omnium des détections fixes de gaz naturel, CO, acétylène et oxygène.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 1: Maintenance and repair services

NUTS code BE332 Arr. Liège

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Contrat d'entretien omnium des détections fixes de gaz naturel, CO, acétylène et oxygène.

II.1.6. CPV code(s)

50700000 Repair and maintenance services of building installations

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Le marché étant constitué d'une partie relative à l'entretien (partie B) où le montant dû sera fixé par l'adjudicataire et d'une autre partie relative au remplacement de pièces (partie A) que le pouvoir adjudicateur ne peut estimer actuellement. Le cautionnement est calculé de la manière suivante: A et B étant:

A. 1.000,00 EUR pour le remplacement de pièces, en effet ce montant correspond à 5 % de l'estimation globale maximum pour le remplacement de pièces;

B. Le montant du cautionnement pour la partie entretien est fixé à 5 % du montant annuel global HVTA prévu dans l'offre de l'adjudicataire pour l'entretien.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion décrits aux articles 61 _ 63 de l'Arrêté royal

du 15 juillet 2011 et rappelés ci-dessous. Le pouvoir adjudicateur vérifiera le respect des obligations fiscales visées à l'article 63 AR à propos de tous les soumissionnaires dans les 48 heures de la séance d'ouverture des offres et vérifiera l'exactitude de la déclaration sur l'honneur implicite dans le chef du soumissionnaire susceptible d'être désigné adjudicataire. À cette fin, il demandera au soumissionnaire concerné, par les moyens les plus rapides, et dans le délai qu'il détermine, de fournir un extrait du casier judiciaire ou tout autre document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance. Ce document peut toutefois être remplacé par un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs du soumissionnaire ou du (ou des) mandataire(s) de la société. Le pouvoir adjudicateur, qui a accès gratuitement par des moyens électroniques aux renseignements ou documents, effectuera lui-même la vérification des autres situations d'exclusion visées à l'article 61 AR. Le pouvoir adjudicateur demandera lui-même les renseignements ou documents qu'il peut obtenir gratuitement auprès des services qui en sont gestionnaires. Le caractère récent des documents susvisés est établi dans la mesure où ces derniers datent de moins de six mois par rapport à la date d'ouverture des offres. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'inviter les candidats ou les soumissionnaires à compléter ou à expliciter les renseignements et documents concernés, et, à quelque stade que ce soit de la procédure de passation, s'informer, par tous moyens qu'il juge utiles, de la situation de tout candidat ou soumissionnaire.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: La capacité financière, économique du prestataire de services sera prouvée par une déclaration concernant le chiffre d'affaires global par le soumissionnaire au cours des trois derniers exercices (chiffre d'affaires de l'activité courante tel qu'il apparaît au compte d'exploitation de l'entreprise). Le chiffre d'affaires global annuel des trois dernières années devra s'élever à minimum 200.000,00 EUR. Si pour une raison justifiée, le prestataire de services n'est pas en mesure de fournir les références demandées, il est admis à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

La capacité technique des soumissionnaires sera appréciée sur la production des documents suivants :

- agrément pour l'exercice de l'activité d'installation et d'entretien de systèmes et de centrales visant à prévenir ou constater l'incendie, les fuites de gaz ou explosions (Loi du 10 avril 1990),
- certificat VCA - LSC,
- certificat ISO 9001: 2008.

La capacité technique des soumissionnaires sera appréciée sur la base de la liste établie sur l'honneur des prestations relatives à des contrats d'entretien de détections fixes de gaz naturel, CO et acétylène et oxygène effectuées au cours des 3 dernières années, dont au moins trois références d'une valeur minimum de 7.000,00 EUR chacun.

- s'il s'agit de prestations à une autorité publique, les livraisons sont prouvées par des certificats établis ou visés par l'autorité compétente,
- s'il s'agit de prestations à des personnes privées, les certificats sont établis par l'acheteur; à défaut, une simple déclaration du soumissionnaire est admise.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: no

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

Lowest price

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

BAT 14 0125

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 13.2.2015 - 16:30

Payable documents: yes

Price: 11,5 EUR

Terms and method of payment: Conditions et mode de paiement: sur le compte 091-0004322-83 ou code IBAN BE14091000432283-BIC (ou SWIFT): GKCCBEBB de M. le directeur général de Liège avec la mention: «article budgétaire»: 040/36148/15/04 n° de dossier: BAT 14 0125 ITR Demande obligatoire des documents par courriel à ingrid.trembicki@liege.be ou par fax +32 42383387 à l'attention de M. Ingrid Trembicki, accompagnée de la preuve de paiement. Attention: aucun document ne sera délivré en l'absence de preuve de paiement.

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

19.2.2015 - 15:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

Other:

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 250 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 19.2.2015 - 15:00

Persons authorised to be present at the opening of tenders: yes

Information about authorised persons and opening procedure: La séance d'ouverture des offres est publique. Elle aura lieu rue de Namur 2 à 4000 Liège – 3ème étage – salle 3.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

19.12.2014